

Création de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes

Source Journal : Le Maghreb 11-10-2009

Par : Samira H.

Casser la spéculation à la racine

Le ministre du Commerce, M. El Hachemi Djaâboub, avait récemment déclaré que 65% de la commercialisation des fruits et légumes sont écoulés sur le marché informel a échappé ainsi au contrôle. Autrement dit, une réalité grave que vivent les marchés algériens souvent marqués par la spéculation, l'anarchie et l'augmentation des prix d'une manière exorbitante et illicite. Face à cette situation déplorable, les simples citoyens algériens se retrouve entre le marteau et l'enclume. C'est en effet, dans cette optique que le gouvernement a enfin décidé de réagir afin de mettre un terme aux dépassements enregistrés et signalés ces dernières années dans le marché des légumes et des viandes notamment.

En effet, le gouvernement vient d'approuver un décret exécutif portant la création de l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes " Onilev " visant à réguler le marché des légumes et fruits et à lutter contre la spéculation. Cet office est chargé de participer à la conception, à la définition et à la gestion des stocks de sécurité, de mettre en place tous les moyens d'observation, d'analyse et de veille économique et d'assurer la régulation du marché des produits de large consommation par la constitution de stocks stratégiques de régulation et de sécurité.

De constituer un stock stratégique pour maintenir les prix à un niveau acceptable et garantir la sécurité en ce qui concerne certains aliments. D'assurer aussi les missions que les pouvoirs publics peuvent lui confier dans le cadre de la promotion de la filière et de la maîtrise du marché. Il faut dire, qu'à travers cet office, le gouvernement veut mettre un terme aux pénuries, aux ruptures de stock et aux augmentations brusques des prix des viandes et légumes.

A noter que l'office est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'agriculture. Le décret explique, en fait, les principales missions attribuées à cet organisme. L'Office reçoit de l'Etat une contribution pour chaque exercice, en contrepartie des sujétions de service public inscrites à sa charge par un cahier des charges. L'Office est tenu de fournir au ministre chargé de l'agriculture les informations relatives à l'état d'exécution du programme arrêté et approuvé, explique-t-on dudit décret.

En outre, les contributions dues par l'Etat, en contrepartie de la prise en charge par l'Office des sujétions de service public, sont versées à ce dernier conformément aux procédures établies par la législation et la réglementation en vigueur. L'Office élabore, pour chaque année, le budget pour l'exercice qui comporte le bilan et les comptes des résultats comptables prévisionnels avec les engagements de l'Office vis-à-vis de l'Etat. Par ailleurs, l'Office est tenu de fournir au ministre chargé de l'agriculture les informations relatives à l'état d'exécution du programme arrêté et approuvé.